

L'ASSASSINAT DE OUALI BENNAÏ

extrait de l'article

LES VIOLENCES INTERALGÉRIENNES FATALITÉ OU MALADIE GUÉRISSABLE ? [34]

extraits [... / ...]

Le gâchis

Dans ce contexte, Ould-Hamouda Ammar, ainsi que je le signalais plus haut, avait disparu après avoir rejoint le maquis. Des rumeurs inquiétantes à son sujet sont parvenues à Si Ouali (Bennaï Ouali), son ami et compagnon de lutte depuis de longues années. Il décide, à Djemâa Saharidj où il réside comme simple citoyen entouré d'un respect profond, d'aller aux nouvelles au plus direct et demande une rencontre avec Mohamedi Saïd. Il l'obtient d'autant plus rapidement et facilement qu'il n'est pas n'importe qui.

Si Ouali est depuis une quinzaine d'années l'un des militants et responsables , ses racines plus profondes dans la société, avec l'exacerbation qu'y apporte l'état de guerre. Sinon, comment expliquer l'extension du phénomène à tout le territoire national et hors des frontières ? Face à toutes les idées, projets, initiatives, protestations que secrète en permanence une cause nationale nourrie de tant de sources diverses de la société, comment réagissent de nombreux chefs de guerre que les approches politiques n'ont pas - ou si peu imprégné - ou qui y sont même allergiques du fait des appréciations sommaires portées sur le mouvement politique qui avait malgré tout fait mûrir les conditions d'un 1^o Novembre ? Ils pensent : après la poignée d'hommes en armes qui a pris l'initiative du combat militaire, le peuple dans sa majorité approuve ce combat. Or sur le terrain, nous représentons ce combat, nous savons de quoi il retourne, nous sommes, au nom de ce peuple, seuls habilités pour tout ce qui s'y rapporte. C'est le raisonnement des hommes en armes par rapport aux civils, mais c'est aussi celui de la hiérarchie par rapport à la base des combattants. Cette position hiérarchique n'est-elle pas une preuve de leur qualification ? Enfin, n'est-ce pas ainsi, dans la pure tradition communautaire de notre peuple qu'on doit se comporter face à l'ennemi, ne tolérer aucune faille dans notre solidarité naturelle, quel qu'en soit le prix ?

Ce prix, Abbane Ramdane le paiera dès la fin de cette année 57 dans un refuge -traquenard de l'ALN au Maroc, où il fut "réduit au silence" par certains de ses pairs. Ils ne toléraient pas son refus, avancé dans des formes pas toujours adroites, de s'insérer dans une logique qui allait à l'encontre de la liberté pour laquelle les différentes couches de notre peuple s'étaient soulevées. Rien d'officiel n'a jamais été dit à ce sujet, aucune leçon tirée par les institutions de notre république "démocratique"

L'ASSASSINAT DE OUALI BENNAÏ - extrait de l'article : LES VIOLENCES INTERALGÉRIENNES FATALITÉ OU MALADIE GUÉRISSABLE ?

et populaire”. Une fois la paix revenue, ceux qui savaient et en avaient le pouvoir, n’ont pas cherché, pour différentes raisons, à mobiliser l’opinion contre ce genre de méthodes. De sorte que la logique du “faire taire” a connu encore de beaux jours. Au point que certains qui disent en paroles et en actes défendre l’idéal démocratique contre le totalitarisme, se sont allés à réfuter les positions du secrétaire général du FLN - qu’elles soient discutables, là n’est pas la question - en lui lançant à diverses reprises et en s’en glorifiant : “Mr Mehri, taisez-vous”. Pour rendre évidentes auprès des démocrates les supercheries politiques qu’on lui prête, n’est-il pas plus normal et plus convaincant d’exiger : “Mr Mehri, expliquez-vous !” et prendre à témoin une opinion traitée comme adulte et apte à se prononcer ?

Les adeptes du silence imposé ont néanmoins de plus en plus de fil à retordre. Trente-cinq ans après le crime, la voix de Abbane se fait entendre d’autant plus fort que l’opinion a compris qu’il avait, à sa façon, montré du doigt, une des gangrènes de notre société.

Mais la loi du silence est parvenue à ses fins jusqu’ici pour ces centaines de jeunes patriotes qui les années suivantes ont subi l’épuration dans les forêts de l’Akkfadou et ailleurs. Parmi eux, Akli Saïd, mon ami restaurateur de la rue Auber, ce self made man à la volonté de fer et à la gentillesse immense, qui m’avait fait rencontrer à plusieurs reprises au début des années 50 le futur colonel Ouamrane, maquisard depuis 45 à qui j’avais remis un jour les récits de résistance de Fedorov : “l’Obkom clandestin à l’œuvre”. Akli Saïd avait joué avant et dès le 1^o Novembre un rôle important de soutien à la logistique, aux déplacements et aux soins des premiers responsables maquisards. Dans les premiers mois les plus difficiles où ils étaient démunis de tout, malgré le travail éreintant de son restaurant qu’il tenait impeccablement, il allait lui-même chaque week-end en Kabylie livrer quelques équipements chauds et un peu d’argent pour lequel il me sollicitait aussi, ayant commencé mon travail de médecin praticien. Ce n’est qu’une fois fortement soupçonné qu’il gagna à son tour la montagne en permanence (quelques points et dates à vérifier). Mohamedi Saïd n’était plus là, il exerçait ses talents de l’autre côté de la frontière algéro-tunisienne. D’autres chefs, aux réelles qualités de guerriers par ailleurs, lui avaient succédé. Mais une myopie politique, un conservatisme outrancier, joints à la dureté des affrontements propice à la méfiance, les a fait tomber dans les pièges sophistiqués des services spéciaux français, qui ont réussi à leur faire jeter le doute massivement sur les effectifs des maquis provenant des villes. De toutes ces liquidations, bouche cousue officielle après l’indépendance.

Quelle éducation civique pour les jeunes générations ?

Quelle mythologie a-t-on voulu préserver en sacrifiant ainsi une deuxième fois ces victimes ? Y a-t-il plus précieux que la vérité et ses enseignements aussi amers soient-ils ? Il est certes toujours risqué d’ouvrir la voie au déchaînement des passions et des règlements de compte si ces problèmes sont livrés au débat public à des moments inopportuns et dans des formes non appropriés. Mais comme l’a montré le déballage meurtrier patriotiques les plus prestigieux de Kabylie. Son rôle à l’échelle nationale a aussi été important, aux années difficiles du PPA clandestin, proche de Lamine Debbaghine (dirigeant du PPA pendant le bannissement de Messali). Homme de terrain et de

réflexion à la fois, il a pesé avec d'autres responsables nationaux d'un poids déterminant pour la création de l'OS et formé une pépinière de jeunes qui en seront les activistes et responsables. Son courage physique, son bon sens et sa sagesse, l'amour profond et concret qu'il portait à son peuple, à ses traditions comme à l'ouverture internationale et moderne, tout cela se lisait sur son visage souriant, ce qui ajouté à sa belle prestance, faisait naturellement dire de lui à ceux qui le rencontraient : "dh'izem" (c'est un lion). Pour les gens de chez nous, c'est la formule de l'éloge le plus élevé et du respect le plus profond.

L'envers de la médaille est que sa franchise constructive et parfois rude, bien qu'il ne manquât pas de civilité, son exigence de respect de la dignité des militants, ne lui faisaient pas que des amis. On le verra à l'occasion de la crise de 1949 autour des problèmes démocratiques, sociaux et culturels, que les dirigeants MTLD de l'époque ont eu vite fait de qualifier de "séparatiste kabyle", emboîtant ainsi le pas à *l'Echo d'Alger* (un des quotidiens des colons) pour ne pas avoir à traiter du problème sur le fond. J'aurai l'occasion d'en reparler. Au 1^o Novembre 1954, il était comme bien d'autres pionniers, retiré de responsabilités organiques mais non indifférent. Il avait insisté depuis 1950, après les arrestations massives dans les rangs de l'OS, pour mettre en veilleuse toutes polémiques liées aux problèmes culturels, compte tenu de l'exploitation malsaine qu'elles pouvaient susciter dans les milieux algériens ou français. Il aidait de ses conseils les militants et combattants qui le consultaient. Selon certaines sources, il s'apprêtait, au moment des faits que je vais exposer, à s'impliquer davantage et proposer des mesures d'envergure pour développer la mobilisation et la résistance dans des conditions devenues très dures. Il aurait eu même son idée pour contrecarrer les plans sophistiqués de la contre-guerilla française qui prenaient de l'ampleur et aurait commencé à l'exposer à ces nouveaux chefs de la wilaya. Peut-être était-ce trop exiger de leur susceptibilité que d'écouter les avis et conseils de celui qui fut leur responsable ?

La rencontre avec Si Nasser (pseudonyme de Mohamedi Saïd), en présence de Krim Belkacem, fut orageuse. Il prenait de haut le fait qu'on lui demande des comptes sur ce qui se passait dans sa zone de commandement. Le ton a monté, jusqu'à ce que Mohamedi Saïd tendit la main pour saisir sa mitraillette. *"Pose cette arme", lui dit Si Ouali, elle est faite pour autre chose, c'est pourquoi je l'ai portée longtemps avant toi et pour mon propre pays*". Si Nasser bouillait et vociférait. Krim Belkacem s'interposa, la rencontre se termina dans un flou chargé de menaces.

Deux semaines plus tard, un commando s'est présenté au domicile de Si Ouali. Ses hommes l'ont appelé. Il s'attendait à cette éventualité en se disant que peut-être ils auraient honte, ils n'oseraient pas. Il s'est avancé à eux calmement, les dominant de ce sourire désarmant que je lui connaissais, légèrement goguenard et au-dessus de ces bassesses. Le débat avec Si Ouali a pris fin, c'était si simple.

Pourquoi de tels crimes, devant Dieu et devant les hommes ?

Les balles coloniales n'avaient pas eu raison de lui. Au lendemain de la manifestation du 1^o Mai 1945 à Alger, il était venu, à notre sortie du lycée, nous informer de ce qui s'était passé. Il portait un pansement sur le front, une balle l'avait éraflé. Bien que clandestin et recherché, il n'avait pu s'empêcher d'être au premier rang de la manifestation Grande Poste-rue d'Isly, la première au grand jour après des années d'interdiction de toute revendication nationale. Un autre jour, circulant sur

ses gardes dans une ruelle de la Casbah, un des limiers de la police française, d'origine algérienne et lancé à ses trousses, se trouve nez à nez avec lui. Ouali dégaine le premier. Le policier bégaye : - "Si Ouali, tous musulmans, tous des frères !". Court silence, et l'expression favorite de Ouali revient sur ses lèvres : "Imbécile !" À demi soulagé, le policier s'entend dire : si tu es musulman, prends toujours un autre chemin que le mien ! Recommandation qui sera suivie à la lettre.

Pourquoi tant de tragique imbécillité !

Loi du silence, loi de violence

Un commandant a estimé qu'une opinion n'avait pas lieu d'être, les pensées et les vies de la région lui appartenaient à lui et non à la cause pour laquelle tout un peuple s'était levé. Plus exactement, cette cause et son commandement ne faisaient qu'un à ses yeux. L'intérêt de la cause était de se plier à son commandement. C'était la condition de la victoire. Toute contestation de la justesse de ce commandement était donc néfaste ou inspirée de sombres projets.

Etait-ce là le raisonnement égaré d'un individu, une expression isolée de mégalomanie ? Le phénomène est plus général de Yougoslavie, le silence contraint n'est-il pas pire, avec tout ce qu'il accumule dans les cœurs de haine prête à jaillir à la première faille ? Et surtout, en l'absence de tout regard critique porté sur ces périodes, le désastre s'installe dans les esprits qui s'habituent à l'idée que ces formes de violence sont la rançon inévitable de tout changement. Ne parlons pas de la glorification sans nuances de ceux qui ont présidé à ces violences. N'est-il donc pas possible, sans raviver des blessures et des haines, de tirer des leçons, de réhabiliter la mémoire des victimes et rehausser l'honneur de la révolution patriotique ? Faute de quoi on s'interroge : si on ne l'a pas fait, serait-ce en raison de la qualité de la plupart des victimes de la "bleuïte" ? Un grand nombre étaient des jeunes intellectuels qui étaient allés vers la montagne en quête d'une liberté que le régime colonial, dont ils avaient fréquenté les lycées et l'université, leur refusait. Le silence sur ces épisodes tiendrait-il à cette culpabilisation inconsciente ou voulue que le nationalisme populiste n'a cessé d'entretenir envers les intellectuels toutes tendances confondues, à moins qu'ils ne soient des inconditionnels des moindres positions partisans ? Là aussi, ceux qui avant ou après 1962 se sont réclamés des valeurs de Novembre ont failli à une partie de leur tâche éducative des jeunes générations. Comment s'étonner dans ces conditions que de nos jours le mot d'intellectuel ait de nouveau une tragique résonance ? N'est-il pas temps que l'Algérie s'interroge sur les raisons de cette propension malade à trouver des boucs émissaires chez ceux et celles qui croient avoir trouvé dans le savoir certaines clefs pour l'avenir ? C'est un des problèmes ardu posés aujourd'hui à la conscience nationale !

Cette tâche éducative, certains secteurs de la société civile et de la sphère politique l'ont entreprise. Des écrivains arabophones et francophones, des cinéastes, hommes de théâtre, ont démythifié la lutte de libération, lui ont restitué une dimension plus humaine, l'ont épurée des boursoufflures des apologistes résistants de la onzième heure, ont remis en cause des schémas propagés et des idées

reçues [35] Tahar Ouettar, Rachid Mimouni, Azzedine et son film, la pièce Hassan et-Terro, etc...]]

5

Ces efforts encore faibles n'ont touché qu'une partie des gens instruits. Mais qui dira la perception que gardent encore les millions de ruraux et de couches populaires des villes des affrontements de la guerre de libération ? [36]

La courageuse initiative du conseil municipal de Djemâa-Saharidj il y a trois ans a fait entendre la voix de la base en décidant et organisant le transfert des restes de Bennaï Ouali au carré des martyrs de la Libération. La cérémonie de réhabilitation eut lieu dans une immense halle où s'était massée une foule considérable venue malgré une pluie battante. Intense émotion pour cet événement local, porteur en même temps de toutes les interrogations, des espoirs et dangers qui remuaient déjà la scène nationale. J'en décrirai quelques aspects quand j'aborderai les problèmes géopolitiques liés à la sphère ethnoculturelle. Ce fut une riche et exaltante journée, qui montra à la fois les possibilités et les difficultés d'une pédagogie politique de la nation et de "l'apprendre à vivre" démocratique.

Comment réagissent d'autres secteurs politiques à ce genre de problèmes ? On a pu noter une sensibilité plus grande dans des médias de l'opposition qui ont dénoncé, de la même façon que pour le cas de Abbane Ramdane, les assassinats de personnalités politiques après l'indépendance (comme Krim Belkacem ou Ahmed Khider), mis sur le compte d'un terrorisme d'Etat, ainsi que d'autres pratiques du même ordre où les responsabilités n'ont pas été formellement établies, telles que l'assassinat du président Boudiaf qui occupe dans l'imaginaire algérien la même place que le meurtre de Abel par son frère Caïn pour l'humanité.

Dans de nombreux cas cependant (comme en général à propos des droits de l'homme), cette dénonciation paraît concerner davantage la pratique des adversaires, les justifications et visées politiques qu'on leur prête, que le phénomène en lui-même du point de vue d'une éthique politique qui serait valable pour tous et de sa perception sous-jacente dans la société.

La violence qui aveugle

[... / ...]

Cependant une Histoire occultée ou maltraitée nous rattrape toujours d'une façon ou d'une autre. Bien sûr, on pose mal la question si on réduit les facteurs géopolitiques de l'évolution à la seule assimilation subjective des enseignements de l'Histoire. Mais ce facteur, joint à l'irruption grandissante des grandes collectivités humaines qui posent avec force et souvent encore maladroitement leurs problèmes, joue un rôle dont les démocrates, dans toutes les formations où ils se trouvent dispersés, auraient tort de sous-estimer l'importance.

L'effort de ces derniers dans le cadre civilisationnel islamique, est celui de faire jouer à l'ijtihad le rôle rassembleur et créateur qu'un djihad sclérosé et générateur de divisions sans fin ("fitnas") est impuissant à jouer à notre époque et pousse vers de nouvelles impasses. Cet effort consiste à opérer la jonction ardue mais nécessaire des intérêts légitimes immédiats et à long terme de toutes les catégories de la nation, avec tout l'héritage culturel pluriel de notre peuple et l'éthique universelle des droits de l'Homme.

Quand Bachir Hadj-Ali, atteint dans sa chair et sa dignité, a écrit en cellule dans un de ses “**Poèmes de Septembre**” (1965) : “*Je jure...que nous ne torturerons pas nos tortionnaires*”, il ne s’agissait ni d’un effet poétique ni d’un appel angélique à tendre l’autre joue. C’est un combat difficile auquel il appelait, un combat qui sera de plus fructueux. La preuve en est : ceux qui pensent que la démocratie est un luxe pour notre peuple, pour les autres une hérésie, ceux qui, dans notre pays ou dans le monde, essaient d’exploiter et instrumentaliser ce thème, tous sont enclins ou contraints de se déterminer par rapport à lui.

Il reste à tous ceux à qui le mal de violence, la loi de la jungle sont insupportables, de mener ce combat dans les nouvelles conditions de notre époque.

Article écrit en 1994

*Socialgerie 2009
retour au sommaire*

i

ii [34] **LES VIOLENCES INTERALGÉRIENNES -FATALITÉ OU MALADIE GUÉRISSEBLE ?** <http://www.socialgerie.net/spip.php?article62>

[35] Tahar Ouettar, Rachid Mimouni, Azzedine et son film, la pièce Hassan et-Terro, etc...

[36] Il faut évoquer ici quelques expériences significatives aux trois coins de l’Algérie :

* celle de **Mejdoub Berrahou**, dirigeant paysan des monts de Tlemcen, contraint à une double clandestinité parce qu’il veillait à ce que les unités de l’ALN tiennent compte des problèmes des paysans qui les accueillait et les protégeaient ;

* celle de la **tribu des T’nagla** (Bougara, ex-Rovigo), décimée entre deux stratégies adverses qui ne tenaient aucun compte des occupants du terrain : l’armée française les sommant de quitter les zones interdites pour les camps de regroupement, l’ALN leur enjoignant de s’accrocher à leurs terres : perdants dans tous les cas, ils n’étaient plus à l’indépendance que quelques-uns des centaines que j’avais connus la première année de la guerre ;

* **celle du paysan de Barika** (Constantinois) près du lieu où est tombé mon frère en 1961 et qui me confiait toute l’angoisse des siens chaque fois qu’un officier de l’ALN faisant halte dans leur douar leur demandait du tabac, alors que quiconque violait à ce moment-là le boycott du tabac risquait d’avoir le nez coupé ou de se voir ôter la vie.